

Les extrêmes ont fourni les bataillons du non – Robert Schneider

Le retour du 21 avril ? (Primera volta de les Presidencials del 2002 en les que Jospin va quedar eliminat en obtenir menys vots que Jean-Marie Le Pen)

Ce référendum aura peut-être contribué à réhabiliter le débat politique. Mais c'est un champ de ruines qu'il laisse, à droite comme à gauche, où les couteaux sont tirés, dans un climat de haine sans précédent

Ce 29 mai 2005 est bien la réplique du 21 avril 2002. Un nouveau séisme politique, tout aussi violent, qui provoque les mêmes réactions en Europe et dans le monde: même stupeur, même incompréhension, même réprobation. En 2002, la France des droits de l'homme avait qualifié l'extrême-droite pour le second tour de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, la France, fondatrice et pilier de la construction européenne depuis plus d'un demi-siècle, dit non à une Constitution qui a déjà été ratifiée par neuf pays, dont l'Allemagne et l'Espagne.

La différence, c'est qu'en 2002 les Français avaient été les premiers surpris. Personne ou presque n'avait pensé que Le Pen devancerait le candidat socialiste. L'affrontement Chirac-Jospin paraissait à ce point inéluctable que de trop nombreux électeurs de gauche, déçus par le bilan du gouvernement socialiste, avaient préféré voter pour des «petits» candidats au premier tour. Cette fois rien de semblable. Le non, circonstance aggravante, est tout sauf une surprise puisque, depuis trois semaines, les sondages le donnaient largement vainqueur. Les Français n'ont cessé d'être alertés sur les conséquences d'un rejet de la Constitution. Les grandes figures européennes – Simone Veil, Delors, Badinter, Giscard... – les ont exhortés à ne pas commettre l'irréparable. En vain. C'est sciemment qu'une majorité d'électeurs a choisi de mettre la France au ban de l'Europe. Après le 21 avril 2002, ceux qui avaient favorisé la qualification de Le Pen en négligeant de voter Jospin s'étaient réveillés avec la gueule de bois. Aujourd'hui, les partisans du non de gauche ne culpabilisent pas. Ils ont au contraire le sentiment d'avoir sauvé l'Europe d'une dangereuse dérive libérale et éprouvent, en plus, le plaisir d'affaiblir Chirac, pour lequel ils avaient dû voter à contrecœur en 2002 afin de barrer la route à Le Pen.

Ce 29 mai 2005 est une nouvelle étape particulièrement spectaculaire du lent processus de décomposition du système politique français. Il est l'aboutissement d'une tendance continue depuis plus de vingt ans, c'est-à-dire depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. La succession d'alternances qui se produit pratiquement à chaque élection depuis 1981, l'affaiblissement de l'intensité du clivage gauche-droite, la montée du consensus sur la politique étrangère, l'Europe, certains problèmes de société, ont été perçus à juste titre comme des progrès démocratiques. Mais la fin de la guerre civile froide qui opposait les deux camps a aussi provoqué une montée de l'abstention, un scepticisme croissant à l'égard des dirigeants politiques et le développement des extrêmes. Un tel phénomène s'est produit dans tous les pays développés d'Europe, mais il est particulièrement marqué en France. Il est renforcé par ce qu'Alain Duhamel appelle «*la schizophrénie délibérée*» dans laquelle se complaisent les partis de gouvernement et les hommes de pouvoir. La France est en effet le seul pays européen où droite et gauche se sont refusées à tout aggiornamento idéologique.

A gauche, le Parti socialiste, en accédant au pouvoir, s'est converti de fait à la social-démocratie. Mais il n'a jamais théorisé ni même reconnu ce virage. Certains de ses dirigeants et de ses militants, on l'a vu dans la campagne référendaire, n'ont toujours pas digéré cette conversion progressive. A droite, ceux qui se veulent les héritiers du gaullisme, Chirac en tête, se méfient du libéralisme auquel toutes les droites européennes se sont ralliées sans état d'âme. Mais depuis trois ans Raffarin, avec l'accord du président, mène une politique d'inspiration très libérale. Ce décalage, à gauche comme à droite, entre les discours et les actes, cette absence de parler vrai, ces ambiguïtés volontiers entretenues, ajoutés à l'incapacité à tenir les promesses, sont aussi pour beaucoup dans la méfiance des Français à l'égard de la politique.

Chirac porte à lui seul une énorme responsabilité. Depuis plus d'un quart de siècle, il est le champion des promesses démagogiques, des engagements non tenus. En 2004, après la bérézina des régionales, il a gardé Raffarin et la même politique, comme si de rien n'était. C'est cet autisme, ce mépris des électeurs qu'il paie aujourd'hui et qu'il fait hélas payer à la Constitution européenne. Les

partis de gouvernement sont donc une fois de plus largement déjugés. En 2002, avec Chirac, le président sortant, soutenu par l'UMP, les candidats du PS, des Verts et de l'UDF n'avaient obtenu à eux quatre que 46% des suffrages exprimés. Cette fois, le président de la République, l'UMP et l'UDF, les directions des deux partis qui incarnent l'alternance à gauche, le PS et les Verts, appelaient à voter oui. C'est le non qui l'emporte! Faut-il rappeler qu'avant 1981 la bande des quatre – PS, PC, RPR, UDF – rassemblait 85 à 95% des suffrages exprimés ? Ils recouvraient la quasi-totalité du spectre idéologique, les extrêmes et les dissidents étaient laminés. Comme ce temps-là paraît lointain!

Dimanche, ce sont les extrêmes – Front national et souverainistes à droite, partis trotskistes et PCF à gauche – qui ont fourni les plus gros bataillons du non. C'est le populisme, la tentation du repli, la peur de l'étranger qui l'ont d'abord emporté. Le non de Le Pen, qui veut sortir de l'Europe, celui de Villiers, qui croit à la France éternelle, les non de Besancenot, qui veut des états généraux du mouvement social, ou de Buffet, qui aspire à mobiliser les forces progressistes alors qu'en Europe elles sont pratiquement toutes favorables au oui, celui d'Attac et des collectifs de gauche, qui rêvent d'un «altereuropéisme»... Non protestataire, non contre les partis au pouvoir. Mais quelles perspectives d'avenir? Où est l'autre société qu'ils rêvent de construire? L'autre politique qu'ils préconisent? Quelle Europe veulent-ils?

Pour les partisans du non de gauche, le rejet du référendum et la campagne passionnelle et passionnante qui l'a précédé marquent au contraire le retour de la politique. Le non est une réponse d'espoir, de mobilisation, l'amorce d'un grand mouvement populaire. Les citoyens ont repris en main leur destin et une nouvelle fois c'est le peuple français qui s'est dressé, seul contre tous, contre le libéralisme triomphant, contre la dérive sociale-démocrate. C'est lui qui reprend le flambeau du progressisme. Lui qui va ranimer la flamme dans toute l'Europe. Les convergences entre communistes et trotskistes si longtemps frères ennemis, entre Fabius récemment encore social-libéral et Bové l'altermondialiste, donnent l'impression aux vainqueurs du 29 mai que le peuple de gauche s'est retrouvé, qu'il est en marche, que rien désormais ne pourra l'arrêter. Il est vrai que des collectifs ont fleuri partout pendant la campagne, que le débat a fait

rage dans les associations et sur internet, que pour beaucoup d'hommes et de femmes la politique et l'engagement ont repris un sens.

«La virulence accrue du refus de la Constitution s'est transformée dans son exaltation en nouvelle espérance, analyse le sociologue Edgar Morin. *Le non apparaît comme un oui grandiose à une autre Europe, à une autre économie, à une autre société. Il y a là l'illusion du Programme commun, mais au moins à l'époque il y avait un programme. Aujourd'hui il n'y a pas de programme du non commun. Son espérance se construit sur le vide.*» Comment mieux dire que la victoire du non est avant tout celle du refus ? Villiers, qui a le sens de la formule, avait trouvé le meilleur slogan: «*Nous avons tous une raison de dire non.*» Non à Chirac et à Raffarin, non à Bolkestein et au plombier polonais, non au chômage et aux délocalisations, non au libéralisme et à la mondialisation, non à l'avenir qui fait peur, non à ceux qui gouvernent aujourd'hui et à ceux qui ont gouverné hier. «*Depuis le tournant de la rigueur, qui a marqué en 1983 l'ancrage de la France dans l'Europe, les Français ont l'impression que les dirigeants de gauche ou de droite n'ont plus de prise sur la politique nationale, qu'ils ne parviennent pas à maîtriser la mondialisation et qu'ils sont impuissants à résoudre leurs problèmes*», estime Brice Teinturier, de la Sofres. A chaque consultation électorale, c'est pareil. Ceux qui détiennent le pouvoir sont sanctionnés.

Le syndrome du 21 avril 2002 n'a pas disparu. Au contraire, il s'affiche désormais sans complexe: les Français sont plus pessimistes que jamais, ils font de moins en moins confiance à ceux qui les dirigent, d'où ce besoin de donner un grand coup de pied dans la fourmilière. La cassure entre les deux France est encore exacerbée. Celle d'en bas – ouvriers, employés, mais aussi cadres du privé et du public –, qui ne maîtrise pas son destin et qui désespère. Et celle d'en haut, les classes dirigeantes – financiers, patrons, politiques, hauts fonctionnaires, hommes de loi, journalistes –, qui peut réaliser ses projets, qui est optimiste et fonctionne en circuit fermé. La première a massivement voté non, la seconde oui. Ce clivage-là entre milieux dirigeants et classes populaires se substitue de plus en plus au clivage traditionnel gauche-droite fondé sur l'opposition sociale entre le travail et le capital. Il favorise l'idée du complot, du

mensonge, de la manipulation des élites contre le peuple. Il renforce la suspicion contre tous ceux qui disposent d'un pouvoir. Un «tous suspects» qui rappelle le «tous pourris» et qui fait lui aussi le lit de l'extrémisme.

Ce référendum, on l'a dit, aura été l'occasion d'un débat comme on n'en avait pas connu depuis longtemps. Malgré certains mensonges des partisans du non, il aura contribué à réhabiliter la politique. Mais, paradoxalement, il laisse un champ de ruines. A droite Chirac est pratiquement hors jeu. Le roi est nu. Quoiqu'il décide, Sarkozy est désormais l'homme fort de la fin d'un quinquennat qui prend, pour le président, des allures de chemin de croix. Le patron de l'UMP a prévenu : c'est lui qui dictera sa politique au gouvernement. La cohabitation entre Chirac et son rival s'annonce explosive.

A gauche, les couteaux sont tirés dans un climat de haine sans précédent. L'extrême-gauche et le PC, revenus à la fin des années 1970, au temps du «y a qu'à» ou du «prendre l'argent aux riches» de Georges Marchais, sont plus que jamais partisans de la rupture avec le capitalisme et rêvent de casser un Parti socialiste qu'ils détestent depuis toujours. Un PS divisé comme jamais. Il devra régler les comptes avec un numéro deux, Fabius, et deux chefs de courant, Emmanuelli et Mélenchon, qui ont fait campagne contre leur parti... et qui ont gagné. A deux ans de la présidentielle, le choc des ambitions risque dans les deux camps de prendre le pas sur la compétition des idées. Le spectacle des batailles sans merci qui s'annoncent a peu de chances de réconcilier les Français et la politique.

Robert Schneider – Publicat a Le Nouvel Observateur 2 juin 2005